

Migration : l'Allemagne crée un effet domino

Pour calmer la fronde de son ministre de l'Intérieur, Angela Merkel a dû lâcher du lest sur la création de « centres de transit » pour les migrants sur le territoire allemand. Ces centres devront permettre aux autorités de vérifier si les demandeurs d'asile n'ont pas déjà effectué

une demande dans un pays européen. Auquel cas elles les renverraient vers ce pays.

Le risque, c'est que le pays refuse de faciliter ces renvois. Et c'est là où le bât blesse. Dans ce cas, « *le refoulement aura lieu à la frontière germano-autrichienne* ». Une décision créant un effet domino en Europe. Le gouvernement autrichien a dans la foulée annoncé qu'il sera obligé « *de prendre des mesures* » pour « *protéger ses frontières sud* », évitant « *des désavantages pour l'Autriche et sa population* ». Idem en Italie : « *Si l'Autriche veut faire des contrôles, elle en a le droit. Nous ferons*

la même chose », a tonné le sulfureux ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini. La menace du « domino » sert en réalité les ambitions des dirigeants européens de droite dure. ■

Un « domino » parcourt les frontières

UE L'accord à Berlin provoque des réactions en cascade

► Au lendemain de la décision allemande de refouler les demandeurs d'asile, l'Autriche parle déjà de faire pareil côté italien.

► Et l'Italie menace de rétablir les contrôles à sa frontière autrichienne.

respectifs, ont-ils lundi soir trouvé un accord pour créer des « centres de transit » pour migrants à la frontière germano-autrichienne, que le gouvernement autrichien a annoncé mardi après-midi qu'il sera obligé « *de prendre des mesures pour éviter des désavantages pour l'Autriche et sa population* ». En l'occurrence pour protéger ses « *frontières Sud en particulier* », c'est-à-dire celles avec l'Italie et la Slovénie... « *Nous attendons davantage de clarté* » du gouvernement allemand, a déclaré le chancelier autrichien Sebastian Kurz, qui s'adressait mardi au Parlement européen à Strasbourg, présentant ses priorités pour la présidence semestrielle de l'UE que son pays assume depuis le 1^{er} juillet.

L'accord passé entre Angela Merkel et son ministre de l'Intérieur Horst Seehofer, membre de la CSU bavaroise, le parti très à droite de la famille démocrate-chrétienne allemande, est censé mettre fin au différend entre les deux dirigeants : Seehofer voulait pouvoir bloquer l'entrée en Allemagne de demandeurs d'asile venant d'autres pays, surtout d'Italie.

Le compromis tient pour l'instant en trois paragraphes. Il ne prévoit en réalité rien d'autre que ce qui est possible dans le cadre des règles européennes en vigueur : à savoir que l'Allemagne va retenir à la frontière les migrants, le temps de vérifier s'ils ont déjà introduit une demande d'asile dans un autre

pays, auquel cas le règlement dit de Dublin prévoit qu'ils y soient renvoyés pour y attendre le traitement de leur demande. La directive sur les règles communes de procédure prévoit, en son article 43, que le temps que la vérification soit faite, les migrants peuvent être retenus à proximité de la frontière. Mais sur le territoire du pays d'entrée, en l'occurrence l'Allemagne.

La menace du « domino » sert en réalité la vision que les dirigeants de droite dure, en tête desquels Sebastian Kurz, agitent devant leurs électeurs

On comprend pourquoi la chancelière avait rechigné à

DÉCODAGE

Cela n'a pas traîné. A peine la chancelière allemande et son ministre de l'Intérieur, avec leurs partis

souscrire à ce dispositif : il risque de produire des images de camps qui, associées à l'Allemagne, ne seront pas du meilleur effet. La décision allemande a par ailleurs aussi généré les premières réactions de pays voisins qui dessinent un possible effet domino. L'accord intra-allemand prévoit qu'au cas où les pays où les éventuels demandeurs auront déjà déposé la demande – dans les faits, c'est

l'Italie qui est la plus visée – refuseraient de faciliter les renvois de ces « dublinés », « le reflux aura lieu à la frontière germano-autrichienne sur base d'un accord avec la république autrichienne ».

D'où la réaction de Vienne

évoquée plus haut, qui laisse entendre qu'elle procédera de même à ses frontières « intérieures » avec la Slovaquie et l'Italie. Le « domino des annonces » s'est aussitôt prolongé à Rome : « Si l'Autriche veut faire des contrôles, elle en a le droit. Nous ferons la même chose », a déclaré Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur et patron de la Ligue (extrême droite)...

Les réactions en apparence offusquées des dirigeants italiens et autrichiens – « A aucun moment nous n'avons été consultés », a même osé déclarer la ministre des Affaires étrangères autrichienne Karin

Kneissl – ne manquent pas de sel : tous ces dirigeants bavarois, autrichiens et italiens de droite ou d'extrême droite se sont apportés leurs soutiens réciproques ces dernières semaines, revendiquant même la création d'un « axe » politique Allemagne-Autriche-Italie aux rejets historiques particulièrement nauséabonds.

En réalité, le domino d'un reflux de demandeurs d'asile aux frontières intérieures n'est nullement justifié par les chiffres : très peu de demandeurs enregistrés en Italie remontent vers l'Allemagne. Il y a eu, selon des chiffres Eurodac (prises d'empreintes européennes) rapportés par le

Frankfurter Allgemeine Zeitung, 18.500 entrées de migrants en Allemagne depuis le début de l'année. Mais parmi eux, très peu de demandeurs déjà enregistrés ailleurs...

La menace du « domino » sert en réalité la vision que ces dirigeants de droite dure, en tête desquels Sebastian Kurz, agitent devant leurs électeurs : une « menace » qui exige un renforcement toujours plus étanche des frontières extérieures, et qui sera la seule condition pour revenir « à long terme », promettait le chancelier autrichien à Strasbourg, à une « Europe sans frontières intérieures ». ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Allemagne Une trêve pour la coalition

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

La « grande coalition » de Merkel est sauvée. Mais la crise migratoire n'est pas réglée. En s'accordant sur la mise en place de « centres de transit » aux frontières bavaroises, la chancelière et son ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer, ont simplement suspendu momentanément leur lutte de pouvoir.

Le nouveau « régime frontalier » allemand décidé lundi soir est censé renvoyer les réfugiés qui ont été enregistrés dans un autre pays de l'Union européenne et qui ont effectué une demande d'asile en Allemagne. Ces « mouvements secondaires » ont concerné moins de 19.000 personnes de janvier à mi-juin en Allemagne. Rien à voir avec les arrivées de 3.000 à 10.000 personnes par jour auxquelles la Bavière était confrontée à l'automne 2015. Mais Horst Seehofer voulait une mesure symbolique pour montrer que l'État avait repris le contrôle de sa politique migratoire.

Les « centres de transit » doivent être installés le long de la frontière germano-autrichienne où, juridiquement, les réfugiés n'auront pas pénétré le sol allemand, comme dans les zones de transit des aéroports. Ce procédé – légal selon la Commission européenne – implique donc qu'ils soient internés. Mais les conservateurs as-

surent qu'il n'y aura pas de « séquestration ». « Si un réfugié veut retourner en Autriche, il pourra le faire », a répondu Horst Seehofer.

Selon les experts, ces centres seront inutiles. Ils fonctionneront comme des « petites villes » avec des systèmes d'approvisionnement, des médecins, des avocats, des juges ; etc. « Cela n'a pas de sens alors que le nombre de réfugiés a fortement baissé », estime le professeur Jochen Oltmer de l'université de Osnabrück, spécialiste des questions de migration.

« Le gouvernement devrait plutôt s'intéresser aux centaines de milliers de personnes qui vivent déjà en Allemagne », a critiqué Christian Lindner, le chef du parti libéral (FDP, opposition). Pour les ONG, le gouvernement Merkel a fini par capituler face aux populistes. « Il s'agit de centres de détention pour des gens qui fuient la guerre, la terreur et la violence », dénonce Günter Burkhardt, président de la principale organisation d'aide aux réfugiés (Pro Asyl).

Tous les yeux sont maintenant braqués sur le Parti social-démocrate (SPD), membre de la « grande coalition » de Merkel, qui s'était toujours opposé à ce système de centres. Heiko Mass, l'actuel ministre des Affaires étrangères de la chancelière, les

avait qualifiés en 2015 de « zones de détention ».

La présidente du SPD, Andrea Nahles, s'est montrée pour l'instant conciliante. Ces centres ne concerneront « pas les mêmes groupes de personnes arrivés en 2015 et 2016. Mais il nous reste encore beaucoup de points à éclaircir », a-t-elle insisté. « Le consentement de l'Autriche et de l'Italie n'est pas encore acquis pour faire fonctionner ce nouveau "système frontalier" », a-t-elle précisé.

« Les conservateurs ont peur de nous. Ils se sentent obligés de répondre à nos revendications »

ALEXANDER GAULAND, LEADER DE L'AFD

En effet, l'Autriche a réagi immédiatement en annonçant dès lundi le renforcement de ses frontières au sud du pays menaçant ainsi d'enclencher « l'effet domino » tant redouté par Merkel - lire ci-contre. La chancelière avait annoncé au sommet de Bruxelles, fin juin, que les responsables politiques de 14 pays avaient accepté le principe d'un retour des réfugiés dans le cadre d'accords bilatéraux. Or, les pays du « groupe de Visegrád » (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie) ont déjà démenti un quelconque accord. Angela Merkel pourra en parler directement au Premier ministre hongrois, Viktor

Orbán, qu'elle reçoit ce jeudi à Berlin.

Enfin, le maintien en poste du ministre de l'Intérieur devrait continuer à empoisonner la « grande coalition » et à apporter de l'eau au moulin de l'extrême droite. « Les conservateurs ont peur de nous », s'est félicité Alexander Gauland, le chef idéologue de l'AfD, le premier parti d'opposition. « Ils se sentent obligés de répondre à nos revendications. Nous allons continuer de mettre la pression », a-t-il ajouté. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

EN MÉDITERRANÉE

Les naufrages se multiplient

Trois naufrages et près de 180 morts ou disparus en cinq jours en Méditerranée. Le rythme des départs de migrants en grande majorité africains de Libye s'est accéléré après un accord européen destiné à dissuader de telles traversées.

Mardi, un nouveau naufrage est venu rappeler ces drames humains de l'immigration clandestine. Au moins sept personnes, dont deux enfants, ont péri et 123 autres ont été secourues, après que leur embarcation a coulé non loin des côtes libyennes. (afp)